

LES ÉTATS-UNIS QUE LAISSE BIDEN



PIERRE GUERLAIN*

Ce dossier est un bilan partiel des années Biden 2021-2025 tant sur le plan intérieur que sur celui des relations internationales. Les divers auteurs, qui ont des points de vue fort différents, analysent les phénomènes climatiques et environnementaux (article de Jean Daniel Collomb), les conditions du choix de Biden en 2020 (Nicolas Gachon), l'histoire et le fonctionnement des primaires (Raphaël Ricaud), le poids et le rôle des syndicats (Alec Desbordes), les politiques d'immigration (Taoufik Djebali), la politique étrangère (Pierre Guerlain) et une réflexion philosophico-politique sur la nature de l'Occident face aux guerres (Patrick Lawrence). Jim Cohen s'interroge sur ce que serait une nouvelle présidence Trump.

En 2020 l'appareil du parti démocrate avait tout fait pour faire échouer la campagne de Bernie Sanders, nettement plus à gauche que Biden. Néanmoins ce dernier a soutenu et soutient encore le président américain dont la sénilité est pourtant visible par tous et toutes. Le meilleur argument électoral de Biden en 2020 et, s'il reste candidat, en 2024 est la présence de Trump, un démagogue incohérent qui a donné du fil à retordre aux forces du complexe militaro-industriel qui

* PROFESSEUR DE CIVILISATION AMÉRICAINE, UNIVERSITÉ PARISX-NANTERRE

dominent le paysage politique, quel que soit le président. Trump avait fait passer une loi allégeant les impôts des plus fortunés et sur le plan extérieur avait suivi une ligne néoconservatrice en dépit de ses déclarations à l'emporte pièces.

Plus qu'une rupture avec les années Trump l'administration Biden s'est plutôt inscrite dans une grande continuité avec celle-ci : sur Cuba et l'Iran c'est manifeste mais, comme le montre Taoufik Djebali, sur l'immigration Biden s'est progressivement rapproché de la droite. Le système politique américain et la puissance de divers lobbys au Congrès expliquent cette continuité. Il faut comprendre que ce n'est pas tant l'opinion qui dicte les orientations politiques mais plutôt les lobbys. Une majorité d'Américains souhaiterait avoir une assurance santé universelle mais les Démocrates n'ont pas fait mieux qu'une assurance dite « Obamacare » qui laisse de côté 30 millions de personnes. Le Congrès représente plus les forces d'argent que les citoyens. Une majorité d'Américains souhaiterait que les États-Unis aient recours à la diplomatie en ce qui concerne les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient mais la classe politique ne l'entend pas de cette oreille.

44

Sur l'immigration l'opinion a évolué, travaillée par les Républicains, mais les Démocrates ne parlent pas des facteurs qui favorisent l'émigration en Amérique latine qui sont en lien avec des actions politiques des États-Unis, comme les sanctions visant divers pays (Cuba, Venezuela) ou des interférences dans le fonctionnement démocratique de certains pays (Honduras, Équateur, Bolivie). En Équateur les États-Unis ont fait pression sur le président élu après Rafael Correa pour que celui-ci, en échange d'un prêt, livre Julian Assange à la police britannique.

Sur l'environnement, le bilan, analysé par Jean-Daniel Collomb, est mitigé mais très loin des attentes et promesses de campagnes. Les lobbys industriels sont à la pointe du combat contre la protection de l'environnement et tous les gouvernements composent avec eux. William Dormhoff qui est un spécialiste des relations de pouvoir aux États-Unis actualise fréquemment son ouvrage de référence dont la 8e édition est parue en 2022 : *Who Rules America ? The Corporate Rich, White Nationalist Republicans, and Inclusionary Democrats in the 2020s*. Il conclut de façon peu étonnante que le vrai pouvoir est aux mains d'une élite de pouvoir qui ne compte que 0,5 % de la population. Ces conclusions sont

PRÉSENTATION

semblables à celles auxquelles le sociologue C. Wright Mills arrivait dans les années 1950 dans son livre intitulé *The Power Elite* publié en 1956. La domination d'un petit groupe oligarchique s'est plutôt accentuée depuis les années 1950 lorsque les syndicats étaient encore forts et le taux d'imposition marginal élevé. Thomas Piketty a analysé cette évolution historique dans son ouvrage *Le Capital aux XXI^e siècle*.

Sur le plan politique les discours sur la démocratie, qu'il s'agirait de défendre sur la scène internationale, sont en décalage avec la réalité interne des États-Unis comme le montrent deux politistes, Benjamin Page et Martin Gilens, dans un ouvrage intitulé : *Democracy in America ?* publié en 2020. Passer de C. Wright Mills à Page et Gilens permet de mesurer le creusement des inégalités et des barrières à la traduction politique des aspirations populaires. Gilens et Page montrent que les décisions politiques correspondent exactement aux souhaits des plus riches et des sociétés capitalistes. Le mot « oligarques » est réservé, dans le langage médiatique à ceux qui vivent en Russie mais les États-Unis ont bien évidemment leurs propres oligarques. Un article de David Dayen publié en janvier 2024 dans *The American Prospect* dit clairement les choses : « America is not a Democracy ». Dayen insiste sur le pouvoir de l'argent dans les processus électoraux.

45

Le mot « démocratie » sert donc une propagande interne et externe mais ne décrit pas le système réel. Sur le plan extérieur, la démocratie est sans cesse invoquée pour légitimer un changement radical dans l'appréhension des règles et du droit international. Parler d'un « ordre international fondé sur des règles » (*rules-based international order*) permet de supprimer la référence au droit international et à l'ONU, le garant de ce droit, constamment bafoué par les États-Unis. Ceux-ci soutiennent des dictatures (Arabie saoudite, Égypte, Irak de Saddam Hussein avant l'invasion du Koweït) interviennent contre des démocraties et pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le système politique du pays visé comme l'histoire des relations avec l'Irak le souligne.

Ce dossier n'est pas comparatif et il est clair que d'autre pays, d'autres grandes puissances, ne sont pas démocratiques non plus et ont de nombreux points négatifs. Les États-Unis que Biden laisse sont en déclin sur la scène internationale où le basculement du

Dossier

monde s'affirme mais aussi en déclin interne avec des indicateurs démographiques et de santé eux-mêmes en déclin. Les « morts de désespoir » dues au suicide, à l'alcool et à la drogue sont un indicateur de déclin. Le livre de Anne Case et Angus Deaton, *Deaths of Despair and the Future of Capitalism*, est un catalogue des indicateurs de déclin que seule la classe politique semble déterminée à ne pas voir.

La récente tentative d'assassinat de Trump souligne aussi la violence endémique des États-Unis où acheter une arme à feu est assez aisé (plus de 48 000 morts par armes à feu en 2021 dont la moitié par suicide, selon le PEW research center). Cette violence intérieure se manifeste également dans la politique étrangère des États-Unis : selon le projet *Costs of War* de l'université Brown plusieurs millions de personnes sont mortes en raison de conflits armés depuis 2001, conflits souvent initiés par les États-Unis le pays qui dépense le plus pour sa « défense » et donc hypothèque tous les programmes sociaux.

46

En 2002 Emmanuel Todd a publié un ouvrage intitulé *Après l'empire, Essai sur la décomposition du système américain*. Aujourd'hui, la décomposition est plus avancée et la présidence Biden ne l'a pas enrayerée. De façon étrange et fortuite, le déclin mental de Biden est une illustration analogique du déclin des États-Unis eux-mêmes. Le déclin des empires est un processus long et lent et, si sur de nombreux plans les États-Unis restent une grande puissance, le processus du déclin paraît bien enclenché et irréversible.